



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 Place du Général de Gaulle  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 16/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SIVOM Mulhouse Sud Alsace - UIOM**

25 avenue Kennedy  
BP2287  
68100 Mulhouse

Références : 0006702209\_2026\_03\_25\_UIOM\_Sausheim\_VIIC\_PFAS  
Code AIOT : 0006702209

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement SIVOM Mulhouse Sud Alsace - UIOM implanté 1 route de Chalampé 68390 Sausheim. L'inspection a été annoncée le 02/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Cette visite a été planifiée en fonction de l'intervention du laboratoire réalisant les mesures de prélèvement des PFAS.

L'inspection s'est rendue en salle de supervision, au local dit « AMS » et au niveau du point de prélèvement des mesures des rejets atmosphériques de la ligne 2.

#### **Référentiel réglementaire :**

- Arrêté du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non

dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

- Arrêté du 12/01/2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIVOM Mulhouse Sud Alsace - UIOM
- 1 route de Chalampé 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006702209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SIVOM de la région mulhousienne exploite une installation de valorisation énergétique (UVE) sur la commune de Sausheim. La capacité nominale de l'usine d'incinération est de 160000 tonnes annuelle. L'incinération des déchets ménagers et assimilés, les déchets industriels banals, des déchets hospitaliers et des boues de la station d'épuration voisine est réalisée à l'aide de deux fours. Les installations comprennent également une installation de broyage de déchets et de dé-ferraillage pour le pré-traitement des déchets en amont de l'incinération. En effet, la technologie des deux fours présente la particularité d'être à lit fluidisé rotatif nécessitant ce pré-traitement. La gestion des installations est confiée au groupe SUEZ dans le cadre d'un marché public.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Conformité de la mesure des PFAS dans les émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Etalonnage des équipements de mesure en semi-continu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
9	Caractérisation des émissions de retardateurs	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe II - 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	de flamme bromés			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Campagne de mesure des PFAS dans les émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2	Sans objet
3	Plan de gestion OTNOC, mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 3.5.1	Sans objet
4	Plan de gestion OTNOC, compteur	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 3.5.1	Sans objet
5	Plan de gestion OTNOC, plan d'amélioration-évaluation périodique	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 3.5.2	Sans objet
6	Mesures des émissions au démarrage et à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 2.2.5	Sans objet
8	Indisponibilité du dispositif de mesure en semi-continu des dioxines	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

#### **Non-conformité :**

L'exploitant n'est pas en capacité de produire de rapport de contrôle et d'essai annuel de vérification par un organisme compétent de ses deux appareils de prélèvement (un par ligne) pour la mesure en semi-continu de la teneur des fumées en dioxines et furannes ainsi qu'en polychlorobiphényles «dioxin-like ».

Le bon de commande portant sur la correction de cette non-conformité a été transmis par courriel post-inspection. L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées les rapports faisant suite à ce contrôle.

#### **Observations, demandes :**

L'exploitant rendra compte de l'effectivité des tests d'étanchéité à chaque changement de cartouche.

Des réponses sont attendues sur les incidences métrologiques liées à l'absence d'agent desséchant de la chaîne de prélèvement des PFAS. L'exploitant interrogera son prestataire et en rendra compte.

Les rapports de mesures doivent préciser explicitement les déchets incinérés (en qualité et quantité) pendant les mesures, les dispositifs de traitement des fumées en place.

Les résultats faisant suite aux mesures des émissions au démarrage et l'arrêt planifiées en juin 2026 restent attendus. Ils feront l'objet d'interprétations et les conditions de fonctionnement de l'installation devront être dûment précisées (cf constat n°6).

L'inspection attend de l'exploitant la transmission des types de déchets incinérés pendant la mesure en décembre 2025 portant sur la caractérisation des retardateurs de flamme bromés (RFB), dans un objectif de recherche des causes des teneurs des fumées en RFB.

L'inspection invite l'exploitant à réitérer la caractérisation en 2026 des RFB dans les fumées, de préférence lors de campagnes où sont aussi recherchées les dioxines bromées.

#### **2-4) Fiches de constats**

##### **N° 1 : Campagne de mesure des PFAS dans les émissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de pollution de l'air, PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er fait réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article sur chaque point d'émission atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation. Cette campagne porte sur : 1° Le prélèvement et l'analyse de chacune des substances PFAS listées à l'annexe I au présent arrêté ; 2° La mesure du fluorure d'hydrogène (HF) ; 3° La mesure des principaux paramètres périphériques associés : débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau. »</i> L'échéance fixée par l'arrêté ministériel est celle du 31/10/2026, compte tenu de ce que la capacité d'incinération excède 15 t/h.

**Constats :**

L'arrêté ministériel demande un seul mesurage des substances **PFAS, du HF** et des paramètres périphériques par point de rejets atmosphériques résultant d'un traitement thermique de déchets de l'installation.

Les mesures manuelles sur le conduit de la ligne 2 des PFAS et du HF étaient en cours de réalisation au moment de la visite le 25 mars 2026 à partir de 10h30 pour une durée de 4h.

Le volume de déchets incinérés pour chaque four le mercredi 25 mars à 11h était estimé à 9 t/h (valeur déduite à partir de la production de vapeur mesurée à 25t/h pour une consigne à 26 t/h). La température relevée dans la chambre de combustion était de 930°C pour une consigne à 860°C. Les brûleurs d'appoint étaient à l'arrêt.

L'injection des neutralisants et réactifs (NH3, charbon actif, soude, chaux) pour le traitement des fumées était pilotée automatiquement avec asservissement.

La nature des déchets d'ordures ménagères et assimilés (OMr) pour une journée de mercredi était moindre que les autres journées d'où une faible homogénéisation des déchets dans le four.

Les mesures sur la ligne 1 étaient planifiées le lendemain de la visite avec un volume entrants d'OMr en plus grande capacité pour être mélangés aux autres typologies de déchets.

Parallèlement, les boues de la station d'épuration -représentant 10 % du volume entrant - sont injectées en continu dans chaque four de manière constante sur la semaine.

L'inspection rappelle à l'exploitant de bien mentionner dans les rapports les conditions de fonctionnement pendant les mesures dont les quantités et typologies de déchets incinérés. Les résultats feront l'objet d'un rapportage sous l'outil GIDAF avant publication sur le site internet de la DREAL Grand-Est.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Conformité de la mesure des PFAS dans les émissions atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de pollution de l'air, PFAS

**Prescription contrôlée :**

« I. - Les prélèvements des substances mentionnées au 1° de l'article 2 du présent arrêté sont réalisés par des laboratoires ou organismes de prélèvement accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) selon la méthode OTM-45 et disposant des agréments 3a, 5a, 6a, 7 ou 9a tels que décrits dans l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé. Les analyses des substances mentionnées au 1° de l'article 2 du présent arrêté sont réalisées par des laboratoires d'analyse accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) selon la méthode OTM-45 ou une méthode interne adaptée de la méthode OTM-45. »

**Constats :**

Le schéma (« Figure 1 Schéma de montage de l'OTM-45 ») de la note du 7 mars 2024 adressée par le Bureau de la Qualité de l'Air aux laboratoires agréés a servi pour l'examen du dispositif de prélèvement. Ce schéma est repris dans la norme X-PX 43-126 I décembre 2024 «Émissions de sources fixes - Prélèvement et analyse de composés per- et polyfluoroalkylés (PFAS) semi-volatils polaires » .

Ce prélèvement des substances PFAS et du fluorure d'hydrogène (HF) est réalisé par un laboratoire disposant des agréments 3a, 4a, 5a, 6a, 7 et 9a tels que décrits dans l'arrêté du 11 mars 2010 (1) et accrédité par le Comité français d'accréditation (Cofrac).

La température relevée entre le condenseur et la résine XAD-2 primaire était de 10,9°C pour une valeur maximale à ne pas dépasser fixée par la norme XP 43-126 à 20°C. La température du bain refroidi a été relevée à 3°C.

L'examen du dispositif avec le laboratoire missionné par l'exploitant a conduit à relever l'absence d'agent desséchant à l'aval du module d'adsorption secondaire. Le laboratoire préleveur a expliqué sa présence non impérative considérant la température de 8°C relevée et l'absence d'humidité.

(1) Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Des réponses sont attendues sur les incidences métrologiques liées à l'absence d'agent desséchant. L'inspection a en effet examiné a posteriori la norme de mesure ; ce montage facultatif n'est pas cité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Plan de gestion OTNOC, mise en œuvre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 3.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de pollution de l'air

**Prescription contrôlée :**

*« L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. [...] Ce plan doit contenir les éléments suivants : [...] - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. »*

**Constats :**

<p>Il appartient à chaque exploitant de réaliser une liste des conditions OTNOC spécifiques à son installation.</p> <p>Un tel plan avec mise en évidence des causes/conséquences redoutées est en place : 16 lignes pour 10 conditions OTNOC ont été retenues.</p> <p>En référence à la visite d'inspection du 17 septembre 2024, il avait été formulé ces observations portant sur des incohérences :</p> <p>« • pour la ligne n° 02.05 du plan de gestion des OTNOC, l'exploitant a repris la ligne d'un document standard sans l'adapter. Elle fait ainsi référence au four à grille, alors que l'installation comporte des fours à lits fluidisés et les causes possibles identifiées ne sont pas toutes pertinentes (ex : accrochage sur la grille, rupture de barreau, ...) ;</p> <p>• pour certaines situations, la case OTNOC possible sur le site comporte la mention "non", alors que la situation est bien retenue et bien pertinente (ex : 04.DN.18 : défaut pompe d'injection d'urée / ammoniacale).</p> <p>En outre, le tableau ne précise pas les outils de gestion associés. »</p> <p>Le plan de gestion actuel dans sa version consolidée de novembre 2024 a pris en compte ces observations. A titre d'exemple, le plan comporte désormais des conditions relatives à une technologie de four à lit fluidisé, qui selon l'exploitant sont comparables à la technologie à grille.</p> <p>Il n'a pas été identifié de nouvelles conditions OTNOC. Des analyses sont en cours sur les durées de temporisation à l'origine du basculement NOC vers OTNOC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Plan de gestion OTNOC, compteur**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 3.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de pollution de l'air</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le compteur OTNOC en 2025 totalise une durée de 27,43h pour la ligne 1 et 84,23 h pour la ligne 2. Quant au compteur d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure, la durée cumulée en 2025 est de 49h30 sur la ligne 1 et 100 h sur la ligne 2.</p> <p>La valeur seuil de 250 heures s'entend hors phases sans déchets lors des arrêts et démarrages lors d'arrêts techniques programmés et hors indisponibilité des analyseurs en continu et semi-continu. Elle s'applique sur une année calendaire et est à considérer par ligne, c'est à dire par ensemble de fours reliés à un même système d'épuration des gaz résiduels.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



**N° 5 : Plan de gestion OTNOC, plan d'amélioration-évaluation périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de pollution de l'air
<b>Prescription contrôlée :</b>  « <i>L'évaluation périodique consiste en : [...] - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire. »</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté son évaluation portant sur l'année 2025. Le compteur des conditions OTNOC reste inférieur à la valeur seuil (cf. constat ci-avant). Par rapport à 2024, le temps cumulé est en baisse de 42,6 % sur la ligne 1 et en augmentation de +125 % sur la ligne 2. Ce plan comporte la répartition des OTNOC, leur occurrence, leur durée et pour chacune une recherche des causes avec un plan d'actions associées. Sont prévues pour exemple en 2026 le remplacement, lors de l'arrêt technique programmé en juin, des derniers alimentateurs "anciens" de chaque ligne (2 vis sans fin par ligne) Ce remplacement à neuf fait suite à un relevé de désordres et d'usures. En 2025, le remplacement du silo à soude fuyard a permis de participer à la réduction des conditions OTNOC.  Ce plan d'amélioration est en place et doit perdurer pour la mise en œuvre de mesures correctives sur les conditions présentant les fréquences d'occurrences les plus fortes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Mesures des émissions au démarrage et à l'arrêt**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe I, 2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de pollution de l'air
<b>Prescription contrôlée :</b>  « <i>Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées. »</i>
<b>Constats :</b>  N.B : les conclusions MTD relatives au secteur de l'incinération déchets ont été publiées le 3 décembre 2019. Elles sont applicables 4 ans après la dite publication. Ces mesures sont à réaliser au plus tard en décembre 2026.

Les mesures sur la ligne 2 ont été réalisées :

- en phase de démarrage le 2 juillet 2025 sur une durée d'une heure pour les paramètres hors dioxines et deux heures pour les dioxines ;
- en phase d'arrêt les 11 et 12 juin 2025 pour les dioxines .

Les mesures sur la ligne 1 sont programmées en juin 2026, le laboratoire n'ayant pas été disponible en 2025 lors de ces phases spécifiques.

Pour l'interprétation des résultats et dans l'objectif de comparaison d'une campagne à l'autre, les dispositifs de traitement en place pendant la mesure lors de ces phases spécifiques sont à reporter dans le rapport. L'exploitant précise en visite hors abattement des NOx que les autres dispositifs de traitement des fumées sont opérationnels pendant ces deux phases.

De même, considérant la période de chauffe d'une durée de 24h à 48h, la température du four relevée et le « positionnement » des mesures dans la courbe de chauffe méritent d'être reportés dans le rapport.

En outre, les mesures en continu, sous réserve que les plages de mesures du système de mesures automatisés (AMS) le permettent, seraient à valoriser pour caractériser les émissions en période NR-EOT (Not Relevant Effective Operating Time) des polluants tels que NOx, SO2, CO, Hcl, NH3, poussières.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les rapports sont à consolider en référence au présent constat et doivent faire l'objet d'interprétations à l'issue de cette première campagne de mesures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Etalonnage des équipements de mesure en semi-continu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de pollution de l'air, PCDD/F

**Prescription contrôlée :**

*« [...] L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.*

*L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. [...] »*

## Constats :

Le contrôle porte sur le système de mesure en semi-continu de la teneur des fumées en dioxines et furannes ainsi qu'en polychlorobiphényles dite « dioxin-like ».

Cette mesure en semi-continu des PCDD/F et dioxin-like consiste à faire passer les gaz sur un support de prélèvement commun (cartouche). Ce support est périodiquement changé à une fréquence mensuelle par le laboratoire agréé.

Les mesurages en semi-continu doivent être réalisées selon les normes XP CEN/TS 1948-5 I mai 2015 (1) et le guide d'application GA X43-139 décembre 2014 (2). La spécification technique XP CEN/TS 1948-5 est en cours de révision en vue de passer au statut de norme homologuée.

La norme (1) dispose dans sa partie 7 et 8 des actions visant au respect des exigences de qualité dont :

- le blanc de site à réaliser deux fois par an (cf 7.3.1) ;
- l'assurance qualité du prélèvement isocinétique ;
- le contrôle d'étanchéité ;
- l'assurance qualité des mesurages de condition de l'effluent gazeux (teneur en O<sub>2</sub>, température, pression, humidité), ici commun avec l'AMS en continu.

Le guide d'application X 43-139 prévoit une comparaison à fréquence annuelle entre un contrôle manuel réglementaire réalisée selon la norme NF EN 1948-1 et un mesurage par le préleveur sur la même durée.

Le rapport produit à l'issue de chaque changement de cartouche et incluant les résultats « mensuels », - ici janvier et février 2026 présentés- mentionne :

- un test de fuite au début et à la fin de prélèvement. L'exploitant rendra compte si ce test correspond bien au contrôle d'étanchéité prévue par la norme susvisée ;
- l'isocinétisme avec un résultat conforme.

**Néanmoins**, il n'est pas réalisé par ailleurs d'étalonnage à fréquence au moins annuelle de l'appareil AMESA à l'appui de mesures comparatives d'une courte durée (cartouche et mesure dite SRM selon la méthode de référence normalisée) dans un objectif de conclure sur la conformité de la mesure en semi-continu.

L'exploitant a déclaré s'être rapproché d'un laboratoire agréé pour réaliser ce type de prestation en mai 2026. Le bon de commande a été transmis à l'inspection par courriel le 27 mars 2026. Aussi, considérant cet engagement, il n'est pas proposé de suites prévues par les dispositions de l'article L.171-8 I du code de l'environnement.

Ce courriel a par ailleurs justifié de l'effectivité des blancs de site à l'appui des rapports suite aux opérations de rinçage les 11 juin 2025 et 22 décembre 2025.

(1) XP CEN/TS 1948-5 | Mai 2015 : Émissions de sources fixes - Détermination de la concentration massique en PCDD/PCDF et PCB de type dioxine - Partie 5 : prélèvement à long terme de PCDD/PCDF et PCB

(2) GA X43-139 I décembre 2014 : Émissions de sources fixes - Guide pour les tests de

performance et de suivi periodique des systèmes de mesure en semi continu des PCCD/F et pour la gestion des cartouches
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection les rapports faisant suite à l'étalonnage des équipements de mesure en semi-continu. Si les écarts [SRM-AMESA] sont supérieurs aux exigences fixées par la norme XP CEN/TS 1948-5, des actions correctives devront être mise en œuvre. L'exploitant rendra compte de l'effectivité des tests d'étanchéité à chaque changement de cartouche.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 8 : Indisponibilité du dispositif de mesure en semi-continu des dioxines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 10-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de pollution de l'air, PCDD/F
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation. »</i> (repris au point 3.5.1 de l'arrêté ministériel du 12/01/2021)
<b>Constats :</b>  D'après le rapport produit à l'issue du prélèvement du 22/12/2025 au 19/01/2026, le temps cumulé de disponibilité du dispositif de mesure en semi-continu sur l'année 2025 est : - Ligne 1 = 98 % ; - Ligne 2 = 98,21 %. De fait, le temps cumulé d'indisponibilité n'excède pas la valeur de 15 %.  L'exploitant confirme que le prélèvement débute dès que les déchets brûlent. De même, la durée de fonctionnement renseignée est celle durant laquelle des déchets sont en combustion dans le four (période dite R-EOT, pour Relevant Effective Operating Time). Elle ne prend pas en compte les phases de démarrage et d'arrêt durant lesquelles il n'y a pas ou plus de déchets en combustion dans le four (Période NR-EOT, pour Non-Relevant Effective Operating Time). Le prélèvement est par ailleurs maintenu en période OTNOC et R-EOT. L'exploitant ne réalise pas à ce jour, compte tenu des dépassements actuels, d'analyses spécifiques sur l'impact des conditions OTNOC sur les résultats de la mesure en semi-continu en R-EOT.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Caractérisation des émissions de retardateurs de flamme bromés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe II - 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'air

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. a) Pour les installations d'incinération :</i></p> <p><i>PBDD/PBDF (7) Une fois tous les six mois</i></p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre d'un contrôle inopiné réalisé les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2025, la caractérisation de la teneur en retardateurs de flamme bromés (RFB) a été ajoutée aux paramètres usuels. On peut déduire des valeurs des histogrammes des concentrations en décabromodiphényléther (decaBDE) majoritaires avec des teneurs de 300 ng/m<sup>3</sup> sur la ligne 1 et 2000 ng/m<sup>3</sup> sur la ligne 2, correspondant à des flux respectifs de 20 et 120 mg/h. L'exploitant n'a pas été dans la capacité d'indiquer les déchets susceptibles d'être la source de ces rejets dans les fumées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant précisera les types de déchets brûlés pendant la mesure, en particulier la présence ou non de déchets électriques et électroniques, textiles et/ou (thermo)plastiques automobiles dans un objectif de trouver la source des émissions en RFB.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de réitérer en 2026 la caractérisation de la teneur des RFB dans ses rejets atmosphériques, de préférence lors de campagnes où sont recherchées les dioxines bromées. Le rapport mentionnera explicitement le type et quantité des déchets brûlés pendant les mesures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>